



# Assemblée générale

Distr. limitée  
5 juillet 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Vingtième session

Point 4 de l'ordre du jour

### Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

**Djibouti, Nigéria, Somalie\*: projet de résolution**

**20/...**

### Situation des droits de l'homme en Érythrée

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,*

*Rappelant la résolution 91 et les décisions 250/2002 et 275/2003 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples,*

*Rappelant aussi sa résolution 5/1 sur la mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme, et sa résolution 5/2 sur le code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, en date du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire de mandat doit s'acquitter de ses fonctions conformément à ces résolutions et à leurs annexes,*

*Se déclarant profondément préoccupé par les informations faisant état de graves violations des droits de l'homme par les autorités érythréennes à l'encontre de leur propre population et de leurs concitoyens, notamment de violations des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels, et par le nombre alarmant de civils fuyant l'Érythrée du fait de ces violations,*

*Se déclarant gravement préoccupé par le recours au travail forcé, notamment aux conscrits et aux mineurs dans les industries extractives,*

*Réaffirmant que chacun a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays,*

*Prenant note de la participation de l'Érythrée à l'Examen périodique universel,*

---

\* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

*Réaffirmant* que tous les États sont tenus de respecter l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés par la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties,

1. *Condamne fermement:*

a) La poursuite des violations généralisées et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales commises par les autorités érythréennes, notamment les cas d'exécutions arbitraires et extrajudiciaires, les disparitions forcées, l'utilisation de la torture, la détention arbitraire et au secret sans recours à la justice et la détention dans des conditions inhumaines et dégradantes;

b) Les graves restrictions à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté de l'information, à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et au droit de réunion pacifique et à la liberté d'association, notamment la détention de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme, de personnalités politiques, de responsables religieux et de praticiens;

c) La conscription forcée de citoyens pour des périodes indéfinies de service national, qui équivaldrait à du travail forcé, la contrainte apparemment exercée sur des mineurs pour qu'ils entrent dans l'armée ou travaillent dans les industries extractives, de même que l'intimidation et la détention des proches de personnes soupçonnées de se soustraire au service national;

d) La pratique consistant à «tirer pour tuer» employée aux frontières de l'Érythrée pour empêcher des citoyens érythréens de fuir leur pays;

e) Le refus du Gouvernement érythréen de se conformer à la résolution 2023 (2011) du Conseil de sécurité en date du 5 décembre 2011, dans laquelle le Conseil a condamné le recours à la «taxe de la diaspora» imposée à la diaspora érythréenne par le Gouvernement érythréen en vue de déstabiliser la corne de l'Afrique, et le recours du Gouvernement à l'extorsion, à la violence, à la fraude et à d'autres moyens illicites de percevoir des impôts en dehors de l'Érythrée auprès de ses nationaux ou d'autres individus d'origine érythréenne;

f) L'absence de coopération avec les mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme;

2. *Demande* au Gouvernement érythréen d'agir sans tarder pour:

a) Cesser de recourir à la détention arbitraire de ses citoyens et mettre un terme à la torture et à des peines ou traitements inhumains et dégradants;

b) Rendre compte de tous les détenus politiques, notamment ceux du «G-11», et les relâcher;

c) Assurer à ces détenus un accès libre et équitable à un système judiciaire indépendant, améliorer les conditions de détention et autoriser les proches, les avocats, les médecins, et les autres institutions et entités compétentes et habilitées à avoir régulièrement accès aux détenus;

d) Mettre un terme à la politique du service militaire à durée indéfinie;

e) Autoriser les organisations de défense des droits de l'homme et les organisations humanitaires à mener des activités en Érythrée sans craindre les intimidations;

f) Garantir à chacun le droit à la liberté d'expression, de pensée, de conscience et de religion ou de conviction, ainsi que le droit de réunion pacifique et à la liberté d'association;

g) Promouvoir et protéger les droits de la femme, notamment en prenant des mesures pour combattre les pratiques négatives;

h) Mettre en œuvre les recommandations acceptées lors de l'Examen périodique universel du pays et rendre compte des progrès accomplis;

i) Mettre fin au principe de la «culpabilité par association» à l'égard des membres de la famille des insoumis ou de ceux qui tentent de s'enfuir de l'Érythrée;

j) Coopérer pleinement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment en autorisant l'accès à une mission du Haut-Commissariat comme l'a demandé la Haut-Commissaire, les organes conventionnels, tous les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et avec tous les mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme;

k) Satisfaire à ses obligations internationales, honorer ses engagements et respecter les dispositions de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 1907 (2009) du 23 décembre 2009 et 2023 (2011);

l) Fournir au Haut-Commissariat toutes les informations pertinentes sur l'identité, la sécurité, et l'état de santé de toutes les personnes détenues et les personnes disparues au combat, y compris des journalistes et combattants djiboutiens, et le lieu où ils se trouvent;

m) Mettre pleinement en œuvre la Constitution érythréenne adoptée en 1997;

3. *Exhorte* l'Érythrée à communiquer des informations sur les combattants djiboutiens disparus au combat depuis les affrontements qui ont eu lieu du 10 au 12 juin 2008 pour que les parties concernées puissent s'assurer de la présence et de la situation des prisonniers de guerre djiboutiens;

4. *Décide* de nommer un rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée pour un mandat d'un an, qui sera chargé de faire rapport au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-troisième session;

5. *Demande* au Gouvernement érythréen de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial, de l'autoriser à se rendre dans le pays, et de lui fournir toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat;

6. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toutes les informations et les ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat;

7. *Décide* de rester saisi de la question.